

**COVID-19**  
**UN VIRUS TRÈS POLITIQUE**

LES CONFINÉES DES ÉDITIONS SYLLEPSE

## LES CONFINÉES DES ÉDITIONS SYLLEPSE

Benjamin, Pierre Cours-Salies, Emmanuel Delgado-Hoch, Romain Descottes, Didier Epztajn, Michel Fénard, Emmanuelle Lavignac, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Fernando Matamoros Ponce, Robi Morder, Irène Paillard, Patrick Rozenblatt, Mariana Sanchez, Christine Schmitt, Sylvain Silberstein, Patrick Silberstein, Olivier Warin.

## REMERCIEMENTS

AG de lutte du Mantois, Agir par la culture, Akina, *À l'encontre*, Arié Alimi, *Autogestión, la otra economía, Axelle*, Fabio Barbosa Dos Santos, Marco Bersani, Nicolas Bénéès, Aurélien Berthier, Alain Bihr, Bizi, Black South Network, Benoît Borrits, CADTM, Patrick Chamoiseau, *China Labour Bulletin*, Nara Cladera, Commission antifascisme de l'Union syndicale Solidaires, Francisco Cantamuto, Gérard Chaouat, Dialectic football, *Europe solidaire sans frontières*, Cooperation Jackson, Jean-Paul Gautier, Serge d'Ignazio, Interpro des Mureaux, Khalil, Karine, Robert Kosmann, *Labor Notes, Laboursolidarity.org*, Dan La Botz, Laisse Béton, *La Izquierda Diario*, Manon Legrand, Serge Le Quéau, Thierry Lescant, Cédric Leterme, Pablo F Luna, Grégoire Mariman, *Mediapart*, Nathan, *New Politics, Pakistan Left Review*, Thomas Posado, Christophe Prudhomme, Clément Reboul, Pierre Rousset, Marc Sallas, Philippe Saunier, Claude Serfati, Claudine Silberstein, Rachel Silvera, Réseau syndical international de solidarités et de luttes, SNJ-CGT, *Socialist Project, Spectre*, Frédéric Thomas, Jean Tortrat, Éric Toussaint, Charles-André Udry, Union syndicale Solidaires, Jean Van Langenhoven, Mireia Vehí, Jean-Claude Vessillier, *Vilaweb*, Emmanuel Vire, Au Loong Yu.

## À LA MÉMOIRE DE

Boualem Benkhelouf, antifasciste albertivillarien, Rafael Gómez Nieto, combattant de la Nueve, Aïcha Issadounène, militante de l'union locale CGT de Saint-Denis et du syndicat CGT du commerce, José María (Chato) Galante, militant antifranquiste, Luis Sepúlveda, écrivain, Éric Loupiac, médecin urgentiste, fauchés-es comme tant d'autres par le corona.

© ÉDITIONS SYLLEPSE, 2020

69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Crédits photos : Serge d'Ignazio, p. 13, 215, 235, 238, 248, 323 ; Fonds Syllepse : 64, 147, 183, 187, 190, 200, 203, 207, 209, 224, 230, 255, 257, 276, 309, 315 ; DR : couverture, 218, 257

ISBN : 978-2-84950-867-1

www.syllepse.net

# TABLE DES MATIÈRES

## ANTIDOTES

UN RÉVÉLATEUR IMPITOYABLE

7

LE JOUR D'APRÈS A DÉJÀ DÉBUTÉ

15

## ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE D'UNE PANDÉMIE

3 MARS-19 MAI 2020

25

## BAS LES MASQUES

INTERSECTION

LE CONFINEMENT NE PROTÈGE PAS DU CAPITALISME

185

TÉMOIGNAGE

JOURNAL SYMPTOMATIQUE DE MA MALADIE ET DE L'IMPÉRIE D'UN GOUVERNEMENT COUPABLE

191

MONDE

LIVREURS, AMAZON: DES LUTTES DANS LE « NOUVEAU MONDE »

197

ÉTATS-UNIS

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CHOISI DE NE PAS ÊTRE RESPONSABLE

201

MEXIQUE

ALERTE ROUGE AU CHIAPAS

205

CHINE

LES TRAVAILLEUSES EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

206

ARGENTINE

MASQUES ET COOPÉRATIVES: QUAND L'AUTOGESTION AGIT CONTRE LA PANDÉMIE

208

PAKISTAN	
UNE STRATÉGIE DE GAUCHE CONTRE LE CORONAVIRUS	
	210
INDE	
SUR LA NÉCESSITÉ D'ALTERNATIVES CRÉATIVES ET À LONG TERME	
	212
CATALOGNE	
LE MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE FACE AU COVID-19	
	216
ÉTATS-UNIS	
LES GRÈVES DU CORONAVIRUS ET LEURS ENJEUX	
	219
FRANCE	
PRODUCTION DE MASQUES: UNE COOPÉRATIVE À LA PLACE DE L'USINE HONEYWELL DE PLAINTEL?	
	223
MONDE	
LE RETOUR DE LA FAIM? LES ALTERNATIVES SONT LÀ!	
	227
FRANCE	
LES BRIGADES DE SOLIDARITÉ POPULAIRE	
	232
ÉTATS-UNIS	
LE BLACK POWER AU SERVICE DE L'URGENCE	
	234
LE JOUR D'APRÈS	
PERSPECTIVES SOCIALISTES, CORONAVIRUS ET CRISE	
	236
PAYS BASQUE	
40 ACTIONS À FAIRE DEPUIS CHEZ SOI POUR QUE DEMAIN NE SOIT PAS COMME HIER	
	246
GENRE	
SI LES FEMMES S'ARRÊTENT, LES MASQUES TOMBENT	
	250
LE JOUR D'APRÈS	
PRENONS LA BONNE VOIE ET CHOISSONS DÈS MAINTENANT LES BONS AIGUILLAGES	
	256
LE JOUR D'APRÈS	
TROIS SCÉNARIOS POUR EXPLORER LE CHAMP DES POSSIBLES À L'HORIZON DE LA SORTIE DE CRISE	
	258

CORÉE DU SUD	
DÉFENDRE L'IDÉE DE L'AUTOGESTION ET DU CONTRÔLE	
	277
ITALIE	
COMME S'IL AVAIT ÉTÉ IMPENSABLE DE NE PAS PRODUIRE DE BOULONS	
OU DE VOITURES PENDANT QUELQUES SEMAINES!	
	280
CANADA	
LES LUTTES AU TRAVAIL AU TEMPS DE LA PANDÉMIE	
	284
CHINE	
LORSQUE LA SERVILITÉ L'EMPORTE SUR LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE	
	286
FRANCE	
POUR DES COMITÉS DE SANTÉ PUBLIQUE	
	293
ITALIE	
ADMINISTRATIONS LOCALES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES: REPRENONS LA CAISSE!	
	295
LE JOUR D'APRÈS	
POURQUOI IL FAUT SOCIALISER L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	
	297
MONDE	
LE COVID-19 SUR LE CHEMIN DE LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE	
	299
NICARAGUA	
INTERDIT DE RESTER CHEZ SOI	
	303
FRANCE	
RENTÉE SCOLAIRE ET SURVEILLANCE ET «DÉBROUILLEZ-VOUS»	
	305
BELGIQUE	
MASQUES EN TISSU: DES COSTUMIÈRES S'ORGANISENT POUR SORTIR DU TRAVAIL GRATUIT	
	310
<b>ACCESSOIRES</b>	
INDEX GÉOGRAPHIQUE ET THÉMATIQUE	
	317

# ANTIDOTES

# UN RÉVÉLATEUR IMPITOYABLE

Cet ouvrage rassemble une sélection des quelque 130 contributions et des 646 pages publiées depuis le 30 mars 2020 dans les huit éditions électroniques de *Covid-19, un virus très politique* proposées en téléchargement libre et gratuit sur le site des éditions Syllepse durant le confinement<sup>1</sup>. À la demande des lecteurs et lectrices de ces éditions électroniques, nous publions cet ouvrage sous forme papier pour permettre que d'autres puissent y avoir accès ou pour qu'ils puissent le conserver dans leur bibliothèque.

## ANTIDOTE N°1, 30 MARS

Confinées, paralysées, les éditions Syllepse publient le 30 mars la première édition d'un livre en «réédition permanente» :

«Les maillons essentiels du livre (imprimeurs, diffuseurs, distributeurs, librairies) sont à l'arrêt. Mais nous ne pouvons nous résoudre à cette quarantaine éditoriale. Devant l'ampleur de la crise, nous n'avons qu'un seul cri : "Bas les masques!"».

Le premier quart du nouveau siècle n'est pas encore achevé que déjà deux crises majeures ont percuté la planète. La première, d'origine financière, en 2008, celle dite des *subprimes* et, une décennie plus tard, la crise sanitaire mondiale déclenchée par la pandémie du Covid-19. Sans oublier le dérèglement climatique rampant dont les effets cumulatifs sont perceptibles mais dont les conséquences désastreuses restent à venir. Si la crise que nous vivons actuellement avec la diffusion d'un virus transmis de l'animal à l'homme

semble «naturelle», on ne peut que s'interroger sur sa relation avec l'action prédatrice de l'activité humaine sur la nature.

La vitesse de la diffusion du coronavirus sur la planète, elle, renvoie au monde mondialisé dans lequel nous vivons où marchandises, capitaux et êtres humains sillonnent en masse le globe quotidiennement pour les besoins d'un capitalisme avide qui ne laisse aucune parcelle de territoire échapper à son emprise. Ce même capitalisme qui organise une division internationale à sa main et dont nous avons évalué toutes les conséquences durant la pandémie. La Chine et l'Inde, devenues les ateliers du monde, où se concentrent la production de masques pour la première et celle de médicaments pour la seconde, dès lors qu'elles furent paralysées par l'épidémie ont privé le monde de leur production. Ils ne restaient plus aux États en concurrence, dans l'acquisition de masques notamment, qu'à se livrer à des actes de piraterie pour s'emparer du bien devenu précieux. Les plus brutaux dans cette course ont été les États-Unis sous la direction de Donald Trump. Ce sont les mêmes qui, hier encore, ne juraient que par les règles «policées» de l'Organisation mondiale du commerce. De la même façon, il est à craindre que la recherche de médicaments ou d'un vaccin et sa distribution soit soumise à la loi impitoyable du marché.

Inévitablement, la crise sanitaire en confinant une majeure partie de l'humanité et en mettant à l'arrêt l'essentiel de la production de biens et de services a provoqué une crise sociale et économique mondiale. Cette panne de la production qu'une syndicaliste états-unienne a pu ironiquement désigner comme «la grève générale malgré elle», n'a pas touché, en rai-

---

1. *Covid-19, un virus très politique* a fait l'objet de plus de 30 000 téléchargements. Sous nos masques, un sourire...

son des nécessités alimentaires et de soins, l'ensemble des secteurs. Les travailleur·euses dits de « première ligne » des secteurs de la santé, du commerce, de l'alimentation et des transports notamment ont continué à travailler, le plus souvent démunies d'équipement de protection individuel ; on déplore donc dans leurs rangs de nombreuses victimes du virus.

Face à cette situation, des révoltes ont éclaté contre ces conditions de travail et, parfois, ils ou elles ont pu obtenir une protection minimale. Ces secteurs du salariat sont souvent les plus méprisés et les plus mal payés ; ils se sont retrouvés seuls face à des États ou des directions d'entreprise qui avaient pour seule préoccupation, au mieux d'assurer un fonctionnement élémentaire du pays ou la continuité de leur activité, au pire de cacher leurs responsabilités dans le niveau de crise ou de rétablir au plus vite les profits de leurs actionnaires.

### ANTIDOTE N°2, 6 AVRIL

« Mauvaise nouvelle. L'équipe des éditions Syllepse est contrainte de proposer une mise à jour de Covid-19, un virus très politique, car l'épidémie s'étend et s'approfondit au niveau mondial. La faillite des États à gérer la crise sanitaire est de plus en plus béante et, partout, le capital défend violemment ses intérêts au mépris de la vie des travailleur·euses et des couches paupérisées de la mondialisation capitaliste. »

L'éphéméride sociale que nous avons publiée au cours de ces huit semaines atteste sur les cinq continents des capacités du mouvement social à opposer ses propres instruments d'« autodéfense sanitaire » et à proposer des esquisses d'alternative à la gestion capitaliste.

La politique de confinement contraint, en l'absence de vaccin et de politique d'endiguement solide,

ne pouvait durer. Rapidement, de Los Angeles à Johannesburg en passant par Paris ou Berlin, le mot d'ordre de la reprise du travail « quoiqu'il en coûte » a résonné dans les salons feutrés des conseils d'administration. La restauration des taux de profit l'exigeait. Cette reprise s'est opérée à la façon du Capital. Aux États-Unis, ce sont plus de 30 millions de salarié·es qui ont été licencié·es. En Inde, l'extrême droite au pouvoir suspend le Code du travail pour trois ans. Des compagnies aériennes licencient massivement et imposent des réductions de salaire.

En France, le Code du travail, déjà largement saccagé, est mis entre parenthèses pour des durées variables. Selon le Medef, il faudra se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés. La loi d'urgence sanitaire permettant d'exploiter encore plus les salarié·es constitue la réponse du gouvernement. L'ordonnance du 25 mars 2020 portant des mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos est ainsi promulguée.

Partout, le prix de la crise se paie en licenciements, en reculs sociaux, en pauvreté et en exclusion.

### ANTIDOTE N°3, 13 AVRIL

« De toute part, on entend ce cri de détresse : « Que le travail reprenne, quoi qu'il en coûte ! » Apeurés, les actionnaires craignent de voir leurs dividendes s'échapper. Les capitalistes, saisis dans un premier temps de vertige devant l'ampleur de la crise économique s'emboîtant dans la crise sanitaire, se reprennent et annoncent que « plus rien ne sera comme avant ». Les conditions générales de l'exploitation de la force de travail doivent être repensées. Le ministre de l'économie l'explique clairement : « Il est impor-



tant de réfléchir à une meilleure organisation des chaînes de valeur”, comprenez du profit.»

Avec la reprise mondiale du travail, les secteurs du salariat confiné sont retournés sur les lieux de travail pour se heurter aux mêmes problèmes de sécurité que connaissaient, depuis plusieurs semaines, celles et ceux dits de «première ligne». La reprise a généré de nouveaux conflits autour de la question sanitaire. Ainsi le syndicat des enseignants d’Afrique du Sud, le South African Democratic Teachers’ Union (SADTU), a appelé ses membres à ne pas retourner en classe en raison de la sécurité déficiente. De même, aux États-Unis et au Canada, la réouverture des entreprises de conditionnement de viande a cristallisé de vives oppositions des salarié·es et de leurs organisations.

À l’heure où cet ouvrage paraît, cette «lutte de classes» sanitaire se poursuit et représente un ferment d’unification du salariat de divers pays autour de la défense élémentaire de leur intégrité physique.

«Des grèves, des droits de retrait, des protestations se multiplient [...]. C’est à une mobilisation sociale mondiale sans précédent à laquelle nous assistons. De Chicago à New Delhi en passant par Johannesburg, partout on retrouve les mêmes revendications sur la nécessaire protection individuelle et collective face au virus ou celle de la cessation immédiate de la production lorsque les travailleur·euses ne jugent pas celles-ci essentielles. Cette mobilisation, forte par son étendue planétaire, affiche des faiblesses par son éparpillement, là où il faudrait une alliance internationale face aux capitalistes et aux États qui, eux, disposent de leurs instruments de coordination.»

### ANTIDOTE N°4, 20 AVRIL

«Les habitantes et habitants des quartiers les plus pauvres sont plus touché·es par la crise. Une fois de plus, on ne compte pas les cas de violences policières. Certes, la violence d’État n’a nul besoin du confinement pour s’exercer. Mais c’est une opportunité de plus pour réprimer et humilier celles et ceux qui vivent dans ces quartiers, particulièrement les non-Blancs et non-Blanches. Gazages, tabassages, LBD, etc.»

La crise sanitaire a été également un puissant révélateur des inégalités et des oppressions. En France, l’urgence de la réouverture des écoles a pu ainsi être discutée en termes d’obligation d’alimentation des enfants des couches populaires, actant ainsi, sans sourciller, que des enfants vivant dans ladite «huitième puissance mondiale» ont faim quand les écoles restent fermées.

De la même façon, alors que le confinement a entraîné une hausse vertigineuse des violences faites aux femmes et aux enfants, cela n’a pas soulevé une prise de conscience sociale généralisée sur l’oppression des femmes, mais seulement une constatation froide des dégâts du confinement considérés comme presque naturels.

L’épidémie a également frappé lourdement les travailleur·euses qui, en raison de leurs activités dans le secteur informel, ne pouvaient pas bénéficier du chômage partiel ou qui, pour d’autres raisons, voyaient leurs charges de vie quotidienne s’alourdir. Conséquence, la faim s’est répandue dans les quartiers populaires.

### ANTIDOTE N°5, 27 AVRIL

«L’opus 2020 de la journée internationale des travailleurs et des travailleuses promet en effet d’être une journée particulière. Une journée

particulière où il ne sera pas possible de manifester “comme d’habitude” pour cause de confinement et d’interdiction. Une journée particulière parce que la pandémie et ses conséquences frappent simultanément l’ensemble de la planète, soulignant par là même l’unité du «genre humain» et la nécessaire solidarité internationale. Une journée particulière qui sera marquée par la double résistance à la pandémie et à l’offensive patronale et étatique. Une journée particulière parce que la nécessité que le monde «change de base» n’est plus une simple idée, elle est plus que jamais à l’ordre du jour. Une journée particulière parce qu’on sent battre partout sur la planète un *tempo* lancinant et puissant: “Décrétons le salut commun”. Et le salut commun n’advient que si le mouvement populaire parvient à dénouer, à desserrer et finalement à trancher les fils et les nœuds des pouvoirs et des propriétés. À la veille de cette journée particulière, que faire d’autre à part imaginer, si nous avons pu descendre dans la rue, des cortèges ouverts par le personnel soignant, les livreurs, les caissières, les groupes d’entraide, les réquisitionneur·euses de toutes sortes, les brigades de solidarité, les organisations de quartier, les syndicalistes des CHSCT-CSE, les Amazon, les éboueur·euses, les sans-papiers, les femmes en lutte pour le droit à l’avortement et contre les violences, et bien d’autres encore? Tous et toutes ensemble! Masqué·es et à un mètre de distance, cela va de soi! À la veille de cette journée particulière, que faire d’autre que former le vœu que les fondés de pouvoir qui dirigent la planète, ceux qui n’ont rien voulu faire, ceux qui n’ont rien vu venir, ceux qui ont esquiné et piétiné les services publics, ceux qui vont tenter de profiter de la crise pour renforcer leur domination, ceux qui cherchent des boucs émissaires, ceux

qui ne savent qu’employer la force... soient renvoyés dans leur foyer. Sans indemnité ni rachat! Finalement, à la veille de cette journée particulière, les paroles, un peu désuètes il est vrai, entonnées rituellement, sans y penser vraiment, de *L’Internationale*, reprennent du sens: “Que le voleur rende gorge”, “Producteurs sauvons nous-mêmes”, “Soufflons nous-mêmes notre forge”.

La crise a vu aussi des brigades d’autodéfense sociale surgir spontanément. Elles sont nées de la volonté de ceux et celles d’en bas d’organiser leurs propres solutions face la faillite de l’État dans ses missions de protection sanitaire. La prolifération des ateliers civiques de production de masques en est un exemple. Devant l’incapacité de l’État à fournir des masques, la population a organisé sa propre production, selon le principe à chacun selon ses besoins.

Les réseaux constitués pour l’achat de courses en commun en est un autre exemple. À chaque fois, c’est l’esprit de solidarité qui a animé ces formes d’auto-organisation populaire. Elles indiquent en creux que formuler une exigence à un État que l’on sait déficient ne suffit pas. À l’urgence, il faut répondre par nous-mêmes, trouver les moyens de mettre en œuvre sa propre solution et acquérir une autonomie sociale collective.

Le mouvement syndical, outre sa défense quotidienne des intérêts des salarié·es, particulièrement de leur intégrité physique, a participé à cette volonté d’apporter des réponses concrètes au désarmement sanitaire. Aux États-Unis, le syndicat des travailleurs de la communication (IUE-CWA) de la General Electric a demandé que leur entreprise reconvertisse ses usines de fabrication de moteurs en fabrication de ventilateurs, ceux-ci étant frappés d’une grave pénurie.

En France, ce sont l'Union syndicale Solidaires, la Fédération syndicale unitaire et la Confédération générale du travail des Côtes-d'Armor qui ont engagé une campagne pour la reprise du site de production de masques de Plaintel – fermé par son propriétaire le groupe américain Honeywell – sous la forme d'une coopérative.

En Argentine, c'est la coopérative ouvrière Madygraff qui a rapidement reconverti sa ligne de production pour fabriquer du matériel de biosécurité et qui en a fait don à l'hôpital. Ce sont également les entreprises autogérées Cerámicas Fa.Sin.Pat, Confluencia et Cer.Sin.Pat qui proposent de reconvertir leur production pour répondre aux besoins liés à la crise sanitaire.

Ajoutons, pour la France, les Brigades de solidarité populaire ou encore celles d'AC le feu qui distribuent aux plus précaires des colis alimentaires, des produits d'hygiène et des masques.

### ANTIDOTE N°6, 4 MAI

«Jours d'après et jours d'avant [à] Rouen, Séoul, Paris, Berlin, Grenoble, Barcelone, Guingamp, Sumatra, Montreuil, Istanbul, Bastia, Nahba, Montpellier, Santiago, Villefranche-sur-Saône, Lisbonne, Marseille, Soweto, Douarnenez, Ljubljana, Ivry, New York, Orléans, Manille, Jaujac, Sydney, Toulouse, Helsinki, Gap...»

La pandémie n'est pas éteinte. Mais d'ores et déjà, un lourd bilan de la gestion de cette crise sanitaire peut être dressé contre les classes dirigeantes. Tout d'abord à l'encontre de la bureaucratie dirigeante chinoise, dont l'acte d'accusation est dressé dans l'article «Lorsque la servilité l'emporte sur la lutte contre l'épidémie» de notre auteur hongkongais. Il faut ajouter dans la liste des criminels «par imprudence volontaire» Donald Trump et son cousin bré-

silien Jair Bolsonaro, dont les dénis de réalité ne sont «stupéfiants» que si on oublie les comportements des chefs des droites extrêmes et des extrêmes droites. Un même déni s'est emparé de Boris Johnson et ce sont les peuples de Grande-Bretagne qui en paient le prix.

La France a vu ses dirigeants ériger le mensonge en méthode de gouvernement, notamment à propos de la disponibilité et de l'usage des masques. Il ressort que c'est dans presque tous les pays que les classes dirigeantes se sont avérées incapables de gérer cette crise sanitaire. En réalité, elles se sont trouvées totalement désarmées à cause des politiques d'austérité appliquées au secteur public et en particulier à celui de la santé.

### ANTIDOTE N°7, 11 MAI

«Les masques tombent, les héros fatiguent. Les poètes sortent leurs papiers. Les chiens de garde montrent les dents et les profiteurs de guerre profitent. Les fondés de pouvoir, eux, sont à la fois sûrs d'eux et inquiets. L'étrange défaite, dont ils portent l'entière responsabilité, pourrait bien déboucher sur une bifurcation. La civilisation est à nouveau au carrefour.»

Quelle sera leur politique à l'avenir? Il y a peu de doute que rien ne changera car pour mener une politique de reconstruction du secteur dévasté de la santé, il faudrait mobiliser des ressources dont le financement passera obligatoirement par une ponction sur le Capital. De plus, face à la crise actuelle, on comprend que les vertigineux crédits d'ores et déjà mobilisés sont consacrés en priorité à sauver les entreprises privées en voie de faillite. La seule réponse tangible pour les usager-es de la santé viendra de leur mobilisation et de celle des personnels médicaux pour imposer ensemble un contre-plan de

relance de l'hôpital élaboré démocratiquement sur les besoins et les nécessités immédiates, hôpital par hôpital, secteur par secteur. Selon plusieurs témoignages de personnels soignants, le doublement des lits de réanimation en France n'a été possible que parce que les équipes médicales ont pris en main la gestion des services en dehors de toutes contraintes administratives. Christophe Prudhomme, médecin urgentiste au Samu 93, souligne que «le sentiment des personnels est que les administrations n'ont été d'aucune utilité et qu'une certaine forme d'autogestion a constitué la bonne solution».

La sortie du confinement accentue également le contrôle social et les tendances autoritaires. Celles-ci étaient déjà présentes durant le confinement, notamment à l'encontre des quartiers populaires accusés de ne pas respecter l'enfermement total auxquels étaient assignés alors que les conditions matérielles de sa mise en œuvre constituaient une souffrance sociale en raison, par exemple, de l'exiguïté des logements. La seule réponse a été la répression sans s'interroger sur la possibilité d'alternatives soutenables. En Italie, le déconfinement est organisé dans certaines villes par le déploiement d'application téléphonique permettant de dénoncer à la police les supposés contrevenant·es aux règles édictées. En France, les applications téléphoniques de traçage de personnes contaminées – si elles voient le jour – soulèvent de sérieuses craintes sur la gestion des données de la part d'un gouvernement qui considère le tir de LBD comme une arme légitime de défense de l'État.

La sortie de crise sera longue et violente. La lutte de classes «sanitaire» va se prolonger. Les affrontements sociaux autour de la question de la protection sur les lieux de travail, menés jusqu'ici par les travailleurs dits de «première ligne» (commerce, transports, hôpitaux), vont s'étendre à l'ensemble des salarié·es,

à l'exception de la fraction du salariat qui est en télétravail. Ce mode d'activité pourrait devenir une forme avantageuse de la gestion de la force de travail et pose de redoutables problèmes au mouvement syndical. Bien que le télétravail puisse être considéré par certain·es salarié·es comme un gain d'autonomie ou un moyen d'échapper au temps de transport et au harcèlement hiérarchique, il est à noter qu'il constitue néanmoins une nouvelle forme d'isolement des individus et de division du salariat.

Chômage, reculs sociaux, appauvrissement, exclusion se répandent sur la planète. Cette pandémie sociale provoquera des oppositions sociales d'ampleur.

### ANTIDOTE N°8, 18 MAI

«La suite de cette histoire est donc devant nous.

Nul doute qu'il sera nécessaire de continuer d'y apporter mille points de vue critiques.»

Ce n'est pas du complotisme que d'affirmer que, si les capitalistes n'ont pas créé le virus, ils sont bien responsables de sa propagation à l'échelle planétaire et des conséquences dramatiques. Établir les responsabilités de cette crise sanitaire et sociale mondiale est nécessaire. Les discuter, c'est vouloir éviter que rien ne change.

Les éditions Syllepse seront toujours disponibles pour y participer, dans leur rôle d'éditeur.

«Les livres n'ont absolument rien de magique. Il n'y a de magie que dans ce qu'ils disent, dans la façon dont ils cousent les pièces et les morceaux de l'univers pour nous en faire un vêtement!» Ray Bradbury, *Fahrenheit 451*



« Août 1940 : alors que la Luftwaffe écrasait Londres sous les bombes, les politiciens bourgeois britanniques eurent beaucoup de réticences à ouvrir le métro pour que la population puisse s'y réfugier. Il fallut l'intervention de la gauche – peu importe laquelle – pour qu'ils cèdent à ce besoin élémentaire. Par intervention, il faut entendre des prises de position, mais aussi des actions directes et une mobilisation. À ce moment particulier, l'Angleterre impériale – qui ne savait plus à quel saint se vouer – fut contrainte de céder à la pression populaire et à demander l'“aide” de son prolétariat pour faire face aux bombes et à l'hypothèse d'une invasion nazie. »

Peter Tatchell, *Democratic Defense*, Londres, Heretic Books, 1985

« Nous venons de subir une incroyable défaite. À qui la faute? [...] À tout le monde, en somme, sauf à eux [nos généraux]. Quoi que l'on pense des causes profondes du désastre, la cause directe – qui demandera elle-même à être expliquée – fut l'incapacité du commandement. »

Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Folio, 1992

# LE JOUR D'APRÈS A DÉJÀ DÉBUTÉ

PATRICK SILBERSTEIN<sup>1</sup>

Si ces deux citations placées en exergue peuvent sembler anachroniques, voire déplacées, elles ouvrent, me semble-t-il, parfaitement à la compréhension de la situation dans laquelle nous a plongés le Covid-19<sup>2</sup> et à celle de la démarche éditoriale qui a conduit les éditions Syllepse à publier ce recueil.

On peut spéculer et gloser sur les causes des atterrissements du pouvoir macroniste devant le déferlement de l'épidémie : « Sous-estimation des risques, mépris des expériences étrangères, *habitus* managérial néolibéral, court-termisme politicien, incompétence, etc.<sup>3</sup> » Il est certain qu'il est tout à fait nécessaire de se préparer à exercer notre devoir d'inventaire : d'abord pour demander des comptes aux responsables de cette « étrange défaite » et ensuite pour les renvoyer<sup>4</sup>. Cependant, notre choix éditorial n'est pas celui de revenir sur les « négligences » gouvernementales ni sur la destruction de la santé publique menée avec persévérance – de nombreuses publications s'en font l'écho depuis très longtemps. Nous avons choisi un autre éclairage : montrer les mille et une façons dont le mouvement social, dans sa diversité,

en France et dans le monde, réagit pour faire face à la fois au virus, aux carences majeures de l'État et des fondés de pouvoir du capitalisme, au patronat, en construisant des solidarités et des réponses faisant la démonstration pratique de la nocivité des politiques néolibérales et de la possibilité d'une autre gestion de la société<sup>5</sup>.

Plus rien ne sera comme avant, nous dit-on. Mais nous connaissons la formule de Giuseppe Tomasi di Lampedusa dans *Le Guépard*, « pour que tout reste comme avant, il faut que tout change<sup>6</sup> ». Pris de court, secoués, désarçonnés, inquiets, coupables d'incurie – pour ne pas dire pire –, les fondés de pouvoir sont prêts à tout pour sauvegarder l'essentiel. Ils annoncent, la main sur le cœur, un changement de politique : de possibles « nationalisations » – qui ne sont plus un tabou pour le Medef, surtout à l'heure de socialiser pertes et faillites –, des « plans de relance », des « investissements massifs » des « primes », des « efforts partagés » (entre qui et qui ?), un « nouveau pacte social ». Leur « modèle » va sortir affaibli de cette épreuve et les plus lucides comparent l'intensité de la crise à venir à celle de 1929. Les ordonnances antisociales sur la durée et les conditions de travail prises récemment ne sont que les prémices d'une offensive plus globale à venir contre le monde du travail et les opprimé·es. En France et à l'échelle mondiale, la restauration des taux de profit sera violente.

1. Patrick Silberstein a été médecin généraliste pendant 35 ans à Belleville (Paris). Il est éditeur aux éditions Syllepse et l'un des coordonnateurs de *L'Encyclopédie internationale de l'autogestion*, Paris, Syllepse, 2018–2020.

2. Voir Gérard Chaouat, « Une épidémie prévisible », *Covid-19, un virus très politique*, édition n° 1 et suiv.; et Daniel Tanuro, « Huit thèses sur le Covid-19 », *Covid-19, un virus très politique*, édition n° 1.

3. Philippe Batifoulier, Nicolas Da Silva, Mehrdad Vahabi, « Comment gérer une économie de guerre ? Quelle union sacrée ? », *Europe solidaires sans frontières*, 19 mars 2020, [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org).

4. Lire, parmi d'autres, la très forte tribune de Claude Baniam, psychologue à l'hôpital de Mulhouse : « J'ai la rage », *Libération*, 24 mars 2020.

5. Nous avons fait ce choix en nous souvenant de l'injonction insolente de la 11<sup>e</sup> thèse sur Feuerbach que le jeune Marx clamait en 1845 : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer », Karl Marx, *Œuvres*, t. 3, *Philosophie*, Paris, La Pléiade, 1982, p. 1033.

6. Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Le Seuil 2006.

Il faut évidemment se mobiliser contre ces coups de bâton en organisant la résistance dès maintenant et leur opposer un *autre* plan, un contre-plan de sortie de crise. Si un autre monde est possible, et il l'est, c'est souvent dans les moments de crise majeure que, lové dans les pores de la société, il émerge au grand jour<sup>7</sup>.

### BAS LES MASQUES

Il y a quelques mois, avant que ne s'engage la bataille pour la défense des retraites, dans la lutte sur la question des urgences et des moyens de l'hôpital public, certains collectifs de défense se disaient prêts à élaborer le budget de l'hôpital<sup>8</sup>. Revendiquer l'élaboration du budget, c'est d'une certaine manière revendiquer le pouvoir. Quelque part, il s'agissait de revendiquer le pouvoir pour les citoyen·nes et le personnel hospitalier et le droit d'évaluer les besoins et d'organiser la distribution des soins et la gestion des ressources.

---

7. « À chaque crise [...] se développent des pratiques d'autonomie et d'auto-organisation dont les contenus et les formes sont suscités par les rapports sociaux capitalistes en pleine transformation; contenus et formes qui peuvent dans un second temps, et en général très vite, entrer en opposition avec la logique capitaliste qui a provoqué leur apparition, et devenir alors des points d'appui pour une lutte anticapitaliste », Lucien Collonges, « Demain est déjà commencé », *Encyclopédie internationale de l'autogestion*, t. 4, Paris, Syllepse, p. 1466.

8. Fin 2019, le Dr Sylvie Faye-Pastor expliquait : « Ce qui se passe dans les hôpitaux est inédit. Il existe plusieurs collectifs [...]. Ils veulent des effectifs, des lits et une revalorisation des métiers. Ils demandent de faire remonter les besoins par service. La motion du collectif inter-hôpitaux est très intéressante. Elle commence par "Nous soussignés" ... Et cela va des chefs de service jusqu'aux agents de service hospitaliers en passant par les secrétaires, les infirmiers, etc. c'est la première fois que je vois un tel front se créer. Il y a des pistes d'organisation, ils disent qu'ils sont prêts à élaborer le budget avec l'administration, service par service. [...] Ces collectifs sont en relation avec les collectifs d'usagers : 300 000 signatures pour la défense de l'hôpital public. Continue-t-on à raisonner dans le cadre du capitalisme qui actuellement fait mourir les gens ? Ou raisonne-t-on hors-cadre ? », *Cerises, la coopérative*.

La crise du système de santé n'a évidemment pas disparu avec la crise sanitaire. Bien au contraire. Non parce que le gouvernement ne fait rien, mais parce que ce qu'il fait est tardif, peu cohérent, faible, peu intelligible et qu'il ment. Une raison à cela : il porte (avec ses prédécesseurs) la responsabilité de la dégradation des moyens que la société aurait pu se donner pour parer à une telle éventualité – prévisible depuis des années – parce que ses décisions butent systématiquement sur le « mur de l'argent ». La crise sanitaire est liée à l'organisation capitaliste de la société et en particulier de la santé publique<sup>9</sup>.

À la télévision, le ministre de l'économie a découvert « avec stupeur » que la pénurie de masques et de gel hydroalcoolique se traduisait par une hausse des prix. Il a fait l'étonné et les gros yeux et annoncé l'encadrement des prix avant de décréter la réquisition – tardive – des faibles stocks de masques<sup>10</sup>. Cette pénurie et cette spéculation ne seraient donc pas le produit d'un système, mais une sorte de catastrophe naturelle, un peu comme les invasions de sauterelles<sup>11</sup>...

---

9. Est-il besoin de rappeler, dans le désordre, Seveso, Fukushima, Tchernobyl, l'amiante, la « vache folle », le diesel, AZF, Médiator, Lubrizol et bien d'autres « accidents » industriels ?

10. Le décret de réquisition des stocks et des productions de masques date du 3 mars. Créé en 2007, l'EPRUS (Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires), qui a géré un temps les stocks nationaux de produits de santé était cofinancé à la fois par l'impôt et l'assurance-maladie (les cotisations sociales), a vu ses moyens divisés par dix en dix ans. Il a même été décidé de ne pas renouveler des stocks au profit d'une distribution dans le commerce et les pharmacies. Chaque établissement hospitalier, par ailleurs soumis à une austérité budgétaire et à une logique comptable, doit désormais constituer ses propres stocks. Voir Sophie Chapelle, « Pénurie de masques face au Covid-19 : la faillite des gouvernements successifs dans la gestion des stocks », *Bastamag*, 19 mars 2020.

11. Depuis que cet article a été rédigé, la question des masques, de la valse hésitation du gouvernement et de ses mensonges sont devenus une « affaire d'État ».



À peu près au même moment, la multinationale pharmaceutique française Sanofi, qui fabrique en Chine son paracétamol<sup>12</sup>, envisageait une restructuration de la production en la rapatriant en partie. On découvre donc – y compris dans les sphères dominantes – que la mondialisation capitaliste avec son lot de délocalisations des productions de première nécessité peut poser quelques problèmes, pour l'essentiel d'ailleurs en termes de profitabilité.

Le département de l'Oise a été l'un des premiers foyers de Covid-19. Sur la base aérienne de Creil<sup>13</sup>, un cas avait été identifié au retour de la mission de rapatriement sanitaire française à Wuhan (s'il y a bien un lieu facile à confiner et à consigner, c'est bien une caserne). Pourquoi alors ne pas avoir pris la décision de confiner la ville de Creil, sachant que des trains – remplis de salarié·es, contaminables et potentiellement contaminant·es – font quotidiennement l'aller et retour entre l'Oise et Paris qui ne se trouve qu'à une soixantaine de kilomètres?

On ne compte plus les virologues, les épidémiologistes, les chercheur·euses ou les responsables de services hospitaliers qui expliquent que si « nous n'étions pas prêts » c'est parce que les lignes budgétaires de la santé publique et de la recherche ont été *délibérément* réduites<sup>14</sup>. Implicitement ou explici-

tement, les choses sont dites : les politiques menées ont créé la situation et la stratégie sanitaire adoptée par le gouvernement n'est finalement que l'accommodement à la pauvreté des moyens qu'ils – ceux et celles qui nous gouvernent – ont eux-mêmes organisée<sup>15</sup> : le manque de lits de réanimation<sup>16</sup>, le manque de masques, le manque de matériels pour faire les tests<sup>17</sup>, le manque de structures hospitalières, le manque de courage politique devant la nécessité du confinement total, c'est-à-dire l'interruption complète de l'activité des entreprises, des transports et des services non indispensables<sup>18</sup>...

On pourrait établir un inventaire à la Prévert de l'incurie des pouvoirs dits publics. Non pas que la réponse à la situation soit simple et univoque. Évidemment ! Mais ce qui est clair, c'est que la gestion capitaliste et la santé publique ne font pas bon ménage et que de débat intellectuel cette anti-

---

avoir des débouchés thérapeutiques. Elle est aussi indépendante : c'est le meilleur vaccin contre un scandale Mediator-bis. [...] Mais, en recherche virale, en Europe comme en France, la tendance est plutôt à mettre le paquet en cas d'épidémie et, ensuite, on oublie. [...] L'Europe s'est désengagée de ces grands projets d'anticipation. [...] Désormais, quand un virus émerge, on demande aux chercheur·euses de se mobiliser en urgence et de trouver une solution pour le lendemain. [...] La science ne marche pas dans l'urgence et la réponse immédiate. Avec mon équipe, nous avons continué à travailler sur les coronavirus, mais avec des financements maigres et dans des conditions de travail que l'on a vu peu à peu se dégrader », *Academia*, 12 mars 2020.

15. Il va de soi que la paupérisation voulue et organisée du secteur public se faisait en transférant les « créneaux » profitables au secteur privé, notamment hospitalier et assurantiel.

16. Selon la Fédération des mutuelles de France, la France a moins d'un lit de réanimation pour 10 000 habitant·es pour plus de trois en Allemagne.

17. « L'identification plus systématique des sujets porteurs pourrait contribuer significativement à l'écrasement ou l'étiement du pic épidémique », *Le Quotidien du médecin*, 23 mars 2020.

18. Géraldine Delacroix et Rozenn Le Saint, « Épidémie : derrière l'absence de dépistage massif au Covid-19, la réalité d'une pénurie », Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, 21 mars 2020.

---

12. Il faut savoir que 80% des principes actifs des médicaments sont fabriqués en Chine et en Inde, contre 20% il y a trente ans. C'est évidemment l'« occasion » de repenser une décentralisation-relocalisation mondiale de la fabrication des médicaments.

13. Base sur laquelle travaillent 2500 personnes dont 800 civil·es.

14. Bruno Canard, directeur de recherche CNRS à Aix-Marseille : « Comment anticiper le comportement d'un virus que l'on ne connaît pas ? Eh bien, simplement en étudiant l'ensemble des virus connus pour disposer de connaissances transposables aux nouveaux virus, notamment sur leur mode de répllication. Cette recherche est incertaine, les résultats non planifiables, et elle prend beaucoup de temps, d'énergie, de patience. C'est une recherche fondamentale patiemment validée, sur des programmes de long terme, qui peuvent éventuellement

nomie est désormais passée sur la place publique. Une telle crise sanitaire appelle donc, me semble-t-il, à la fois des mesures de pouvoir – comme le confinement, l'arrêt du trafic commercial<sup>19</sup> et des activités non essentielles<sup>20</sup> – et une prise en charge démocratique.

Le gouvernement des capitalistes, les destructeurs du service public, les technocrates et les adeptes des mesures liberticides doivent se voir opposer une autre logique. Celle de la construction de la Sécurité sociale, de l'hôpital public et de la recherche publique que les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de freiner, de détourner, de démanteler; sans oublier les alternatives qui ont été produites et expérimentées par le mouvement social<sup>21</sup>.

### FAISONS BLOC MAIS SANS EUX: PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN

Il est donc nécessaire de dire et de mettre en œuvre des choses concrètes et qui soient aussi porteuses d'alternatives. C'est précisément dans des moments comme celui que nous vivons actuellement que le mouvement social et les forces avec lesquelles il peut s'allier doivent réaffirmer leur

capacité et leur disponibilité à «gérer» une telle crise autrement et mieux que le pouvoir<sup>22</sup>.

Après les Gilets jaunes et le mouvement sur les retraites, la pandémie a ouvert un nouveau front de crise politique. Il est nécessaire de mettre en avant une politique indépendante, alors même que la crise ouverte par la pandémie met à nu les responsabilités de la mondialisation capitaliste et l'irresponsabilité de ses fondés de pouvoir.

C'est le moment de sortir notre arsenal programmatique et de revenir notamment sur la question des services publics: c'est le moment d'en redéfinir les contours et les fonctionnements et aussi d'y intégrer des fonctions bien plus larges que la liste datant des lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. C'est le moment de mettre en avant, par exemple, la socialisation des entreprises liées à la santé, l'expropriation des trusts pharmaceutiques, la fin des brevets et la mise en place d'un office public du médicament qui réoriente la recherche et la production<sup>23</sup> et, bien entendu, le rétablissement

---

19. En d'autres temps, pour filer à nouveau la métaphore guerrière, pendant la guerre d'Indochine les dockers marseillais avaient refusé de travailler sur les navires militaires. Leurs homologues australiens en avaient fait de même à deux reprises: pendant la guerre d'indépendance indonésienne et pendant la guerre du Vietnam. Les organisations syndicales ont donc la possibilité de faire cesser les activités non essentielles et en tout cas celle d'en dresser la liste.

20. Des intersyndicales locales et départementales élargies à toutes les expressions du mouvement social pourraient dresser la liste des activités indispensables et celles des entreprises qui devraient cesser toute activité.

21. Voir notamment *Les Utopiques*, «Pour une protection sociale du 21<sup>e</sup> siècle», n° 12, hiver 2019-2020; ainsi que pour les années 1970, la revue *Fracture, santé, critique-pratique-autogestion*.

---

22. «Ainsi peut s'élaborer, en pratique et en théorie, l'hégémonie des producteur-trices, c'est-à-dire leur capacité, reconnue par des secteurs majoritaires de la société, à faire triompher le bien public, à réorganiser la société de manière à prendre en compte les intérêts de toutes et de tous et non plus ceux d'une minorité exploiteuse. L'hégémonie est indispensable pour que la transformation anticapitaliste ne retombe pas dans une gestion corporatiste de la société où un nouveau groupe social s'érige en groupe dominant et fait passer ses intérêts avant ceux de la société. Le programme de transition doit se fixer parmi ses objectifs la constitution d'une conscience et d'une culture hégémoniques, au sens gramscien, parmi les salariés», *Encyclopédie internationale de l'autogestion*, op. cit., p. 147.

23. Les salarié-es de Sanofi ont émis des propositions sur les conditions d'une production socialement utile. Voir Danielle Montel, Danielle Sanchez, Daniel Vergnaud, Thierry Bodin, *Sanofi Big Pharma: l'urgence de la maîtrise sociale*, Paris, Syllepse, 2013. Déjà en 1979, en Grande-Bretagne, celles et ceux de la Lucas Aerospace avaient élaboré un «plan de reconversion industrielle» d'une entreprise d'armement vers des productions socialement utiles dont des équipements médicaux. Jean-Pierre Hardy, «Lucas Aerospace: contre-plans ouvriers alternatifs»,

des postes de travail supprimés dans l'hôpital public, ainsi qu'un plan d'investissement hospitalier et de santé publique démocratiquement élaboré<sup>24</sup>, etc.

«C'est le moment de demander, par exemple, la réquisition des entreprises de santé, le contrôle sur les stocks et la distribution des masques, la mise en place d'un office public du médicament, le rétablissement des postes de travail supprimés dans les hôpitaux publics, etc. La situation actuelle amène à poser le plus fort possible ces questions : et si c'étaient les premiers et premières concernées qui discutaient, préparaient et décidaient les budgets des hôpitaux? De la recherche? En réalité, de tous les secteurs utiles à la vie sociale<sup>25</sup>?»

«Il faut réquisitionner toutes les entreprises pouvant être utiles à la fabrication de matériel médical utile dans la lutte contre le Covid-19 et, si c'est nécessaire, réorienter la production vers la fabrication de matériel médical et ce en concertation avec les délégués syndicaux<sup>26</sup>.»

---

<https://autogestion.asso.fr/lucas-aerospace>. Selon Mike Davis, «Sur les 18 plus grandes entreprises pharmaceutiques, 15 ont totalement abandonné le domaine [de la recherche] contre les infections hospitalières (nosocomiales), les maladies émergentes (dengue, fièvre jaune, fièvre de Lassa, etc.) et les maladies tropicales mortelles (paludisme, filariose, bilharziose, maladie de Chagas, etc.). Un vaccin universel contre la grippe – c'est-à-dire un vaccin qui cible l'enveloppe virale – est une possibilité depuis des décennies mais n'a jamais été une priorité rentable», «Le monstre frappe enfin à nos portes», *À l'encontre*, 14 mars 2020.

24. Peut-on imaginer que le refinancement annoncé de l'hôpital public le soit de manière démocratique à partir des besoins locaux évalués et discutés au plus près des personnels de santé et d'assemblées locales? Peut-on imaginer que ce soit l'occasion de discuter démocratiquement de l'organisation de la distribution des soins, de la formation et des embauches? Peut-on imaginer que l'on se saisisse de cette situation pour mettre en avant une autre forme de démocratie?

25. Réseau syndical international de solidarité et de lutte, «Défendons-nous contre le coronavirus, mais pas seulement...», 18 mars 2020.

26. Union syndicale Sud-Industrie, «Des réquisitions-socialisations! Chiche!», 24 mars 2020.

ON NE PEUT S'EN REMETTRE AUX MESURES PRISES PAR LES PATRONS ET L'ÉTAT

C'est aussi, évidemment, le moment de se battre bec et ongles pour imposer des mesures d'accompagnement liées aux mesures de confinement et de prévention et de résister aux aspects antisociaux de l'urgence sanitaire adoptée par le Parlement<sup>27</sup> : prise en charge systématique des salarié·es contaminé·es en accident de travail; indemnisation à 100% en cas de chômage partiel; prise en charge à 100% des arrêts de travail pour la garde des enfants; droit de retrait permettant la réorganisation des activités et l'obtention des moyens de précaution<sup>28</sup>; organisation par les intéressé·es (CHSCT/CSE, délégué·es syndicaux·ales, etc.) sur les lieux de travail des mesures barrières à prendre; contrôle par les instances représentatives du personnel, les intersyndicales, etc. du respect des dispositions du Code du travail qui «impose à l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection de la santé de son personnel<sup>29</sup>».

Il semble tout à fait utile que se développe une communication indépendante par les instances représentatives du personnel sur les mesures prises, sur la situation épidémique, sur les décisions patronales et gouvernementales.

Ainsi, le syndicat SUD-Solidaires du nettoyage de Toulouse a-t-il publié à destination des équipes syndicales et des élu·es une «Note» intitulée «Épidémie, entreprise et actions syndicales». Sur

---

27. Voir Richard Abauzit, «Loi d'urgence sanitaire et droit du travail», *Mediapart*, 23 mars 2020; Union syndicale Solidaires, «Urgences, responsabilités et droits».

28. Par exemple, il aura fallu des «droits de retrait» pour que certaines directions fournissent du matériel de protection.

29. Il y a, c'est évident, beaucoup d'autres mesures à mettre en œuvre et à revendiquer. Ce n'est pas le lieu de les détailler ici et d'autres le font plus adéquatement.

quatre pages, il est rappelé le «risque», les «mesures de protection individuelles», les «mesures de protection collectives», les dispositions en matière d'arrêt de travail et leurs limites, le «droit de retrait». Le document rappelle également le rôle des élu·es du CSE-CHSCT, les modalités du déclenchement du «droit d'alerte», le rôle du CSE dans la «planification des congés», et les actions possibles en matière de prises de mesures collectives. Sans oublier, bien entendu, la «défense du droit de circulation syndicale sur les chantiers».

Aux États-Unis, la Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals, qui représente 8 500 infirmières et travailleur·euses de la santé en Pennsylvanie, a publié un bulletin sur la façon dont les hôpitaux sont préparés pour gérer l'épidémie: ont-ils des fournitures de protection adéquates pour le personnel? Une unité isolée pour les malades Covid-19? Une tente de triage extérieure? Une dotation en personnel adéquate? Une politique de quarantaine pour le personnel? Le syndicat a interrogé ses membres qui ont ainsi évalué la préparation de leur lieu de travail par un système de notation «bon», «équitable» et «non adéquat»<sup>30</sup>.

Une autre question se pose: le sort qui sera réservé aux salarié·es et aux entreprises qui vont mettre la clé sous la porte à l'issue de l'épidémie. La réponse en termes de réquisition, de socialisation<sup>31</sup>, de municipalisation, de reconversion à la fois écologique, sanitaire et économique, de coopéra-

tives, etc. va être plus que jamais à l'ordre du jour. La question ne se pose d'ailleurs pas uniquement pour celles qui vont fermer mais également pour celles qui ont déjà été liquidées.

Ainsi, alors qu'à la fin 2018, la multinationale états-unienne Honeywell avait fermé son site de Plaintel (Côtes-d'Armor) qui fabriquait des masques et des vêtements de protection sanitaires, l'Union syndicale Solidaires propose aujourd'hui que le site industriel soit recréé en urgence sous un statut d'établissement public industriel et commercial (ce qui peut être considéré comme un service public) ou sous la forme d'une Scop:

«Le personnel compétent et disponible existe et ne demande que cela. De l'argent, il y en a. La Banque centrale européenne vient de débloquer 750 milliards [...]. Que cet argent soit mis en priorité au service de l'urgence sanitaire et de l'intérêt général, plutôt que de laisser aux seules banques privées le privilège de le prêter ou pas<sup>32</sup>.»

De leur côté, les salarié·es de Luxfer (Puy-de-Dôme), une entreprise fermée en mai 2019 qui fabriquait 100 000 bouteilles d'oxygène médical par an, demandent sa réouverture. En février dernier, le ministère du travail avait validé la fermeture de Luxfer et le projet de reprise en Scop par les salarié·es avait été refusé par le tribunal de commerce. Selon Axel Peronczyk, délégué syndical CGT, «si on revenait à prendre nous-mêmes une société comme celle-là avec un peu d'investissement, on pourrait prétendre à les concurrencer et c'est ce qu'ils ne veulent surtout pas. Là on est capables de développer cette entreprise et de créer de l'emploi,

---

30. Voir «Le gouvernement fédéral a choisi de ne pas être responsable», p. 201.

31. Les firmes privées, comme Amazon qui, grâce aux nouvelles technologies, ont profité et encouragé le démantèlement des services publics postaux, et dont on a vu qu'elles «rendaient service», en nuisant aux librairies, par exemple, doivent être expropriées et transformées en établissements publics, avec un changement de statut et des conditions de travail et de salaires.

32. Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor, «Que se cache-t-il derrière la fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel? Un scandale d'État!», 26 mars 2020, [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org).

et on nous dit non. [...] En France, les hôpitaux ont un système de raccordement sur des grandes cuves : nos bouteilles sont utilisées quand il y a un surplus de malades et que ce raccordement n'est plus possible, quand on les déplace et dans le cadre d'oxygénothérapie : pour pallier aux séquelles pulmonaires». Les salarié·es réunies en association affirment en pleine crise sanitaire vouloir « reprendre le contrôle des biens et services vitaux de l'usine pour le pays » et la CGT « demande la nationalisation de cette usine dont les ouvriers sont sur le pied de guerre pour reprendre la production<sup>33</sup> ».

### QUOI QU'IL EN COÛTE

La question qui nous est posée est donc la suivante : devons-nous nous adapter passivement aux décisions des États ? La réponse est non, bien sûr. Il faut répondre au mieux à la crise sanitaire en mobilisant les savoir-faire et les capacités d'initiatives et agir dans la crise sanitaire, sociale, écologique, économique, politique et institutionnelle en faisant la démonstration que la santé publique est une question trop importante pour être laissée aux mains des néolibéraux. Certaines forces ont d'ores et déjà

---

33. Il faut sans aucun doute prendre quelque distance avec la notion de « nationalisation » telle qu'elle a été pratiquée (1945, 1981) en en précisant les contours. Il s'agit à la lumière des expériences du passé de poser plusieurs questions : celles de l'« expropriation » des profiteurs (de guerre ?), de la construction de nouveaux services publics, de l'« utilité sociale et écologique », de la « socialisation », de la gestion (autogestion), etc. La « nationalisation » ne peut se réduire au changement de propriétaire au profit des gouvernements et des pouvoirs dit publics. La colère contre « ceux qui nous dirigent » et contre le mode de gestion de la société et les propositions exprimées entre autres par les Gilets jaunes ou par les collectifs de défense de l'hôpital public ne peuvent se réduire à des « nationalisations classiques », au demeurant acceptables, voire souhaitées, par certains éléments de la bourgeoisie. Si « nationalisations » il y a, elles doivent se traduire par de véritables pouvoirs sur les productions.

mis en œuvre cette défiance pratique en occupant les vides. J'en citerai trois exemples, lyonnais, italien et catalan :

« Pour une autre partie de la population, c'est un encouragement à prendre des « micro-initiatives », individuelles et collectives pour une solidarité de voisinage, de quartier, de village... et sur les réseaux sociaux. Avec des initiatives du même type dans les entreprises ou autour si un lien syndicats/associations se réalise (passer des applaudissements à l'aide concrète des personnels hospitaliers, des aides à domicile, des soutiens aux sans-abri et aux migrants). Sans parler du potentiel de développement d'un syndicalisme à la fois de « terrain » et d'alternatives (que produire – et ne pas produire) pour servir l'intérêt général et comment se protéger<sup>34</sup>. »

« En Italie, nous avons l'habitude de faire de la politique à partir de la vie quotidienne. Nous construisons autour des espaces politiques et de vie (que nous avons d'ailleurs dû fermer), autour des solidarités concrètes et aussi de formes de mutualisme, par contre il faut le dire toute une série de questions qui se posent à nous sont des questions liées au droit du travail. [...] Le premier réseau qu'on a activé, c'est un réseau pour faire des courses, c'était le plus simple, en respectant toutes les précautions sanitaires. On organise aussi des baby-sittings pour les familles dont les parents continuent de travailler, mais c'est moins simple car on ne peut pas complètement respecter les distances et donc on trouve moins de gens pour le faire. Pourtant, il y a des financements d'État pour le baby-sitting. Nous faisons aussi tout un réseau avec les petits agriculteurs pour soutenir

---

34. Armand Creus, « De la continuité démocratique au basculement dans l'état d'urgence (que) sanitaire ? », correspondance privée.

leur production, car il y a encore en plus en ce moment un monopole de la grande distribution. Des camarades qui sont psy en lien avec l'université de Milan ont organisé des lignes téléphoniques de soutien. On a aussi fabriqué du gel hydroalcoolique avec la formule de l'OMS<sup>35</sup>.»

«Vu l'incompétence des administrations publiques pour protéger les travailleur-euses du secteur de la santé, la CGT de Catalogne a passé une première commande de plus de 10 000 masques FFP2 (qui protègent des infections) à un fournisseur homologué par le gouvernement de Chine. Le coût total de cette commande sera couvert par les 16 000 euros apportés par plusieurs fonds de la CGT de Catalogne. Les masques seront livrés à des hôpitaux publics et aux travailleur-euses du transport sanitaire des ambulances, et notamment à l'hôpital de Igualada [premier foyer de l'infection en Catalogne et ville la plus touchée], dont la situation est critique. Le matériel sera reçu d'ici à cinq à sept jours à l'aéroport del Prat [Barcelone]. Outre cette première acquisition, nous préparons une deuxième commande pour la semaine prochaine avec l'apport de différentes fédérations, syndicats et sections syndicales de la CGT de Catalogne. Ces contacts avec des hôpitaux en Chine et avec des fournisseurs nous viennent des campagnes de solidarité et d'envois effectués par des sections de la CGT en janvier en direction de ce pays d'Asie. Actuellement, nous sommes aussi en train de discuter des modalités des envois que veulent nous faire des hôpitaux chinois vers la Catalogne, de matériel, gratuitement, pour nous manifester leur solidarité. Les sections syndicales de la CGT continueront d'exiger la protection des travailleur-euses avec les équipements de protec-

tion individuelle dont ils ont besoin. Mais nous ne resterons pas les bras croisés face à l'incompétence ou l'avarice du secteur privé qui nous met des bâtons dans les roues à l'heure de protéger ceux qui sauvent des vies<sup>36</sup>.»

Je terminerai par une nouvelle référence militaire : à propos de la crise économique et de la tempête déclenchée par le Covid-19, on cite volontiers le général états-unien Douglas MacArthur qui déclarait : «Les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard !» Il ne s'agit évidemment nullement ici de catastrophisme, mais de redire qu'il est plus que temps que nous disions à la société que ses affaires ne peuvent être bien traitées que par elle-même. Pour cela, il nous faut articuler engagement direct dans la bataille sanitaire, alternative, contrôle et autogestion. La crise sanitaire (sans parler des autres) nous fournit, si je puis dire, l'occasion de faire une critique pratique du pouvoir capitaliste.

11-27 mars 2020

---

35. Marie Moïse, membre de Fuori Mercato, *Europe Solidaire sans frontières*, 19 mars 2020.

36. Confederació General del Treball de Catalunya, 27 mars 2020, [www.cgtcatalunya.cat](http://www.cgtcatalunya.cat), traduction Mariana Sanchez.

« Ce n'est pas par des arguments, mais par des actions, que les travailleurs ont prouvé que la production sur une grande échelle et en accord avec les exigences de la science moderne peut être exercée sans l'existence de la classe des maîtres [...]; que les moyens du travail, pour porter fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés ni d'être détournés en moyens de domination et d'exploitation »

Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, 1864.

**ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE  
D'UNE PANDÉMIE**